

Désert médical

Oloron Sainte-Marie : comment le Maire veut sauver la maternité

par Jonathan Herchkovitch

ENTRETIEN - L'ARS Nouvelle-Aquitaine a donné quelques mois au maire d'Oloron Sainte-Marie pour trouver des médecins. Faute de quoi, la maternité fermera en décembre.



Publié le 12.07.2017 à 14h40



Mots-clés : désert médical maternité fermeture Nouvelle Aquitaine

Les temps sont difficiles pour les petites maternités. Après la fermeture de celle de Decazeville (Aveyron), c'est dans les Pyrénées-Atlantiques que la situation se tend. À Oloron Sainte-Marie, le même jour que pour Decazeville, la Commission spécialisée de l'organisation des soins (CSOS) (1) de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine s'est prononcée à l'unanimité pour l'arrêt des activités de gynécologie-obstétrique de la maternité.

L'ARS estime que « le maintien de l'activité ferait courir un risque aux parturientes », a-t-elle déclaré dans un communiqué. Elle souhaite qu'un parcours de soins sécurisé soit établi avant la fin de l'année 2017. Un plan qui inclurait la transformation de la maternité en centre périnatal de proximité. Celui-ci prendrait en charge les femmes avant et après l'accouchement, qui serait en revanche pratiqué à la maternité de Saint-Palais ou du Centre hospitalier de Pau.

La décision de fermeture a surpris le maire d'Oloron Sainte-Marie, Hervé Lucbéreilh, qui a pu s'entretenir avec le directeur de l'ARS Nouvelle-Aquitaine. Contacté par PourquoiDocteur, il apporte des précisions sur la situation de la maternité qui, il l'espère, pourra maintenir son activité.

Qu'est-ce qui motive la fermeture de la maternité ?

Hervé Lucbéreilh : La fermeture éventuelle, vous voulez dire. Car, contrairement à ce que j'ai pu lire dans la presse, la décision n'est pas encore actée. Plusieurs arguments ont été avancés. L'argument financier : la maternité perd de l'argent, ce qui plombe les comptes de l'hôpital. Mais le directeur de l'ARS l'a balayé d'un revers de main en expliquant que la fermeture ne serait pas rentable, ne serait-ce qu'en frais de transports pour l'Assurance maladie.

Ensuite, le nombre d'accouchements a été évoqué. La maternité n'en pratique que 200 par an. Mais depuis le temps que l'on nous explique que la maternité est en sursis, beaucoup de femmes ont perdu confiance et préfèrent aller accoucher à Pau

où à Saint-Palais. Nous avons estimé le taux de fuite à 70 %. Il y a quelques années, nous faisons 550 accouchements par an, mais il y avait à l'époque plusieurs gynécologues. Et avec un seul qui reste, et qui est âgé de près de 65 ans, les femmes s'inquiètent sur le suivi de leur grossesse.

Nous avons tout de même un argument géographique. Nous sommes en zone de montagne, et le fait d'aller accoucher à Saint-Palais ou à Pau, comme ce qui nous est proposé, va doubler ou tripler les distances pour les femmes enceintes. Et à partir du moment où les femmes seront informées que le plateau technique est satisfaisant, elles reviendront accoucher à Oloron.

Le véritable problème, c'est donc le manque de médecins. C'est ce qui a motivé l'avis du CSOS, et nous le comprenons : dans la situation présente, le maintien de la maternité d'Oloron n'est pas possible, pour des raisons de sécurité. Nous n'avons plus qu'un seul gynécologue, qui est à quelques mois de prendre sa retraite.

LIENS SUR LE MÊME THÈME

- Decazeville : la fermeture de la maternité prononcée par l'ARS
- Désert médical : le Lot met en avant ses atouts pour attirer un médecin
- Décès à la maternité : l'hôpital et 2 médecins devant les juges

Que pouvez-vous encore faire pour sauver la maternité ?

Hervé Lucbéreilh : Nous avons un accord avec l'ARS, qui nous laissait jusqu'à la fin de l'année pour trouver des médecins. C'est pour cela que j'ai été particulièrement étonné de ce que j'ai vu dans la presse. Depuis plusieurs mois, nous avons engagé des démarches, en mobilisant les médecins locaux et leurs réseaux. Nous avons contacté une association chargée de l'accueil de réfugiés, à la recherche de médecins étrangers en provenance par exemple de Syrie ou du Liban, et dont les diplômes pourraient avoir des équivalences en France. Cela n'a pas fonctionné non plus.

Un médecin d'Oloron a même contacté ceux de Decazeville, pour leur demander de venir travailler chez nous si leur maternité venait à fermer ! Nous avons décidé, il y a quelques semaines, persuadés que nous avons quelques mois devant nous, de contacter un cabinet de recrutement. Et là, rien que la médiatisation de cette demande, relayée dans la presse, nous a apporté des candidatures.

Le directeur de l'ARS m'a confirmé cette semaine que nous avons jusqu'à fin septembre ou début octobre pour présenter des candidatures de médecins que nous pourrions trouver. Si nous les avons, il m'a assuré que la maternité resterait ouverte.

Les pistes sont-elles sérieuses ?

Hervé Lucbéreilh : Nous avons déjà la candidature de deux obstétriciens espagnols frontaliers, qui habitent à une soixantaine de kilomètres, et qui sont prêts à venir travailler à Oloron. L'objectif haut, c'est de trouver 5 gynécologues-obstétriciens, et 5 pédiatres. Je pense qu'en en trouvant 3 de chaque, nous serions tous déjà soulagés. Avec ces deux médecins, et celui déjà en place qui est prêt à jouer le jeu en restant

une année supplémentaire, plus éventuellement les deux à trois touches intéressantes du côté du cabinet de recrutement, cela pourrait aller vite. Pour les pédiatres, nous n'avons pour l'instant qu'une seule piste, mais c'est moins urgent que les obstétriciens. Nous aurons aussi besoin d'un anesthésiste, que nous n'aurons à priori pas de difficultés à trouver.